

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°77 - Semaine N°24

Pays nordiques

Réunion des ministres nordiques de l'environnement et du climat à Stockholm. Dans le cadre de la réunion de printemps du Conseil nordique des ministres, les ministres nordiques de l'environnement et du climat, réunis à Stockholm le 8 mai dernier, ont fait le point avec le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les résultats de la sixième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA 6) ainsi que sur l'évolution de l'UNEA en tant qu'organe décisionnel le plus important au monde dans le domaine de l'environnement. Ils se sont félicités de la « pertinence croissante » de l'ANUE et de l'importance que lui accordent les États membres des Nations unies, les grands groupes et les différentes parties prenantes en tant que plate-forme commune d'action pour lutter contre la triple crise planétaire du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité et de la pollution. Ils ont souligné le défi que représente la capacité des pays à s'engager dans les négociations et préconisé pour l'avenir d'envisager un nombre plus limité de résolutions à fort impact et des liens plus étroits avec la stratégie et le programme de travail du PNUE. Il a également été question d'économie circulaire, les ministres nordiques considérant qu'il s'agit là d'un axe fondamental de la transition écologique. Ils recommandent ainsi que l'instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, actuellement en cours de négociation, couvre l'ensemble du cycle de vie des plastiques et qu'il soit adopté d'ici la fin de l'année 2024.

Les entreprises nordiques se positionnent en Ukraine. Alors que plusieurs chefs d'État et de gouvernement se réunissaient le mardi 11 juin à Berlin pour une conférence sur le redressement et la reconstruction future de l'Ukraine, l'École d'économie de Kiev et ses partenaires internationaux ont calculé que 8 265 kilomètres de routes, 260 ponts, 8 aéroports civils, 4 431 maisons, 387 écoles et collèges et 138 hôpitaux et maisons de soins ont été détruits depuis l'invasion russe, le 24 février 2022, de même que la centrale de Karkiv, ville d'un million d'habitants. Andreas Giallourakis, directeur du nouveau bureau de *Business Sweden* en Ukraine, souligne que les entreprises nordiques qui manifestent leur intérêt sont accueillies à bras ouverts par les autorités ukrainiennes. Bien qu'un cinquième du vaste territoire ukrainien soit actuellement occupé par les troupes russes, il est possible d'opérer commercialement, estime-t-il. Le bureau de *Kyiv Business Sweden* reçoit ainsi quotidiennement de nombreux appels de la part de petites et grandes entreprises suédoises intéressées par des projets d'infrastructures et commerciaux en Ukraine, qu'il s'agisse d'eau douce, de nouveaux systèmes d'égouts, de pompes de chauffage, etc. Fredrik Rågmark, PDG de l'entreprise de soins *Medicover*, emploie ainsi 2 500 personnes en Ukraine et affirme que son entreprise a retrouvé 85 % de son niveau d'activité d'avant-guerre. Il a récemment embauché quelques centaines de personnes supplémentaires et ouvert de nouveaux centres de traitement du sang. Cette tendance est également observée avec des entreprises d'autres pays nordiques qui reviennent en Ukraine.

Danemark

L'inflation augmente de +2,2% en mai, après +0,8% en avril.

Le prix de l'électricité tire les prix à la hausse tandis que l'augmentation des loyers pousse également l'inflation sous-jacente (+1,6%), bien que celle-ci demeure comparable au mois précédent. L'inflation dépasse ainsi la barre des 2% pour la première fois depuis huit mois, mais la stabilité de l'inflation sous-jacente rassure les économistes danois sur la santé de l'économie du pays.

La Banque centrale du Danemark (Danemarks Nationalbank) baisse ses taux directeurs.

La baisse de 0,25 point de pourcentage du taux d'intérêt des comptes courants, du taux des certificats de dépôt, de celui de prêt et de celui d'escompte est entrée en vigueur le 7 juin. Elle reflète la baisse des taux directeurs annoncée par la Banque centrale européenne (BCE).

La production industrielle a augmenté de +11,3% au Danemark entre mars et avril,

portée notamment par l'industrie pharmaceutique (+21,7%), laquelle représente 39% de la production industrielle totale d'avril. La production de l'industrie pharmaceutique a toutefois baissé de 9,7% sur ces trois derniers mois. Le secteur est dominé par quelques entreprises, dont les fortes fluctuations dans la production impactent l'ensemble du développement du secteur.

Le gouvernement a présenté sa proposition de stratégie entrepreneuriale.

Cette nouvelle initiative en faveur de l'esprit d'entreprise vise à faire du Danemark « *le pays le plus attractif au monde pour les entrepreneurs* » a déclaré la ministre de l'Économie, Stephanie Lose. Le gouvernement propose 41 initiatives pour améliorer les conditions des start-ups et des entrepreneurs danois. Ces propositions répondent à 5 grands objectifs : assurer un meilleur accès au capital, réduire les charges administratives, faire émerger davantage de talents, renforcer les liens entre la recherche et l'innovation, créer de meilleurs environnements entrepreneuriaux dans tout le pays. 2,1 Mds DKK (281,5 M€) ont été

alloués pour la période 2024-2026, puis ce sera 1,1 Md DKK (147,5 M€) par an à partir de 2027. Plus de 750 millions de DKK seront fléchés vers des allègements fiscaux afin de faciliter la vie des entrepreneurs.

Le Parlement danois a adopté un plan d'action national contre les PFAS,

interdisant d'ici au 1er juillet 2026 (après une période transitoire d'un an) ces substances dans les vêtements, les chaussures et les produits imperméabilisants pour particuliers. Le financement du plan s'élève à 404 M DKK (54 M€), dont 110 M DKK (14,7 M€) pour la purification de l'eau potable et 100 M DKK (13,4 M€) pour l'assainissement des sols. Les contrôles des articles à la vente, de l'eau et de la nourriture seront renforcés. Le Danemark entend également plaider pour une interdiction des PFAS au niveau européen.

DFDS a annoncé la vente de la route de croisière entre Copenhague et Oslo au suédois

Gotlandsbolaget. Le prix de rachat est estimé à 400 M DKK (54 M€) et inclut le transfert de plus de 800 employés et de deux ferries. 700 000 personnes empruntent ce trajet par bateau chaque année. L'accord de vente devrait être finalisé en octobre 2024.

Islande

Le gouvernement a décidé d'autoriser la chasse à la baleine pour la saison en cours.

La décision d'accorder un permis de chasse commerciale à la baleine à l'entreprise *Hvalur hf* a été prise mardi 11 juin, au terme d'une procédure administrative particulièrement longue et dont l'issue était incertaine. La décision a été rendue publique par la ministre de l'Alimentation Bjarkey Olsen Gunnarsdóttir, une des trois ministres issus du parti Vert-Gauche au sein de la coalition de gouvernement. La Ministre a expliqué avoir une obligation légale de prendre cette décision pourtant contraire à ses convictions et à celles de son parti. Le permis délivré à l'entreprise *Hvalur hf* fixe une limite de pêche de 128 rorquals communs d'ici au mois de septembre, limite qui ne devrait toutefois pas être atteinte.

Une vague de froid inhabituelle pour la saison affecte les agriculteurs et la faune islandaise.

Une importante vague de froid et de neige a fortement affecté le nord de l'Islande au début du mois de juin, causant d'importants dégâts aux cultivateurs islandais de pommes de terre et de carottes et obligeant les éleveurs à rassembler et rentrer les troupeaux de moutons déjà en extérieur à cette période de l'année. Ainsi, jusqu'à 90 % des pâturages de certaines parties du pays ont par exemple été flétris par le gel. Cette vague de froid intervient également en période de couvaison de nombreuses espèces d'oiseaux islandais. Le gouvernement islandais a mis en place une cellule de crise afin de prendre la mesure des dégâts occasionnés et de venir en aide aux agriculteurs les plus en difficulté.

Les projections de la fréquentation touristique de l'Islande revues à la baisse pour les années 2024 à 2026.

L'Association islandaise du tourisme (*Ferðamálastofa*) a revu à la baisse ses prévisions de la fréquentation touristique de l'Islande pour les trois prochaines années. Alors que les estimations initialement publiées par l'organisme prévoyaient la visite de 2.5 millions de touristes en 2024, les projections ont baissé de 12% et prévoient désormais un peu moins de 2.2 millions de

touristes cette année. La tendance devrait se confirmer en 2025 et 2026, années pour lesquelles les prévisions laissent présager 400 000 touristes en moins par rapport aux prévisions publiées en janvier 2024. Cette baisse des effectifs du tourisme en Islande s'accompagne également d'une diminution de la durée moyenne des séjours. L'Association islandaise du tourisme estime que ces résultats sont imputables à trois facteurs: la crainte suscitée par l'activité volcanique sur la péninsule de Reykjanes, les prix élevés du tourisme en Islande et le manque de stratégie marketing des acteurs islandais du tourisme.

Seules 35% des entreprises de Grindavik n'enregistrent pas de baisse de leur activité sept mois après l'évacuation de la ville.

Selon des statistiques publiées le 6 juin par le ministère de l'Economie et des Finances islandais, près d'un tiers des entreprises de la ville n'ont enregistré aucun chiffre d'affaires depuis l'évacuation de la ville, un autre tiers a vu son chiffre d'affaires réduit dans des proportions variables et seul le dernier tiers de ces entreprises enregistrerait des résultats en hausse. Ce constat s'étend à l'ensemble de la population active de la ville, dont 22 % ne tire plus de revenus d'une activité exercée à Grindavik.

Rachat de la compagnie d'assurance TM par la banque Landsbankinn.

Landsbankinn a finalisé le 30 mai le rachat de la société d'assurance TM pour un montant de 28.6 Mds ISK (192 M€), opération pour laquelle une offre d'achat avait été formulée le 15 mars dernier. Il n'était pas certain que cette opération se concrétise, après que Þórdís Kolbrún R. Gylfadóttir, alors ministre de l'économie et des finances, avait affirmé de pas avoir été mise au courant de cette décision de la banque *Landsbankinn*, dont l'Etat est actionnaire à hauteur de 98%. Le rachat de la société d'assurance a toutefois été maintenu par le nouveau conseil d'administration de la banque, entièrement renouvelé à la fin du mois d'avril.

Finlande

L'institut des ressources naturelles (Luke) prévoit une hausse des prix du bois en 2024.

Selon *Luke*, la demande devrait augmenter progressivement au cours de l'année, dont à l'export, et notamment pour la pâte à papier, le papier et le carton. Dans le même temps, l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie du marché européen depuis le printemps 2022 continue de tirer les prix à la hausse. Les prix pourraient donc augmenter de +11 % à +14 % en fonction des espèces pour le bois destiné à l'industrie papetière, après une hausse de +26 % à +31 % en 2023.

Les commerces peuvent désormais vendre de l'alcool à plus de 5,5°.

Annoncée par le gouvernement en juin 2023 et adoptée par le Parlement le 5 juin, la réforme de la loi sur l'alcool est entrée en vigueur le 10 juin. Les supermarchés et épiceries sont désormais autorisés à vendre des boissons alcoolisées à plus de 5,5°, et jusqu'à 8°, ce qui n'était jusque-là permis qu'au monopole d'Etat Alko. La mesure ne concerne que les boissons fermentées, comme certains vins et bières, et pas les mélanges à base d'alcool.

Le ministère de l'économie et de l'emploi nomme un groupe de travail pour bannir le gaz russe.

Alors que les négociations sur un 14^e paquet de sanctions de l'UE se poursuivent, le gouvernement entend présenter au cours de l'hiver prochain un projet de loi interdisant l'importation de gaz russe dans le pays. Pour mémoire, la Finlande avait mis fin dès mai 2022 à ses importations de gaz depuis la Russie par gazoduc, mais elle continue d'importer du gaz naturel liquéfié (GNL) russe. Au 4^e trimestre 2023, 65% du gaz importé en Finlande venait des Etats-Unis, 23% de Norvège et 7% de Russie.

Le gouvernement précise ses plans de ventes de participations de l'Etat.

Le gouvernement a abaissé le seuil de participation de l'Etat dans certaines entreprises publiques conformément à son programme de juin 2023, qui prévoyait un programme d'investissement de 4 Mds€ financé par des ventes d'actifs publics. Les principales annonces concernent le groupe

ferroviaire VR (abaissement du seuil de 100 % à 50,1 %), le gestionnaire des aéroports nationaux *Finavia* (de 100 % à 50,1 %), le groupe des postes *Posti* (de 50,1 % à 33,4 %), la société gazière *Gasum* (de 50,1 % à 33,4 %) et la société de construction de logements locatifs *A-Kruunu* (de 100 % à 0 %).

Kempower ouvre sa 1^e usine de chargeurs rapides pour véhicules électriques aux Etats-Unis.

Le fabricant de bornes à courant continu (CC) pour véhicules électriques a inauguré le 5 juin à Durham, en Caroline du Nord, son 4^e site de production, le 1^e hors d'Europe. Fondé en 2017 à Lahti, au nord de Helsinki, *Kempower* a multiplié son chiffre d'affaires par plus de 10 entre 2021 et 2023, de 27 M€ à 284 M€. Selon le groupe, la nouvelle usine doit permettre la création d'environ 300 emplois.

Les réformes du marché du travail poursuivent leur parcours législatif.

Après l'entrée en vigueur le 18 mai de la réforme sur la « paix industrielle », qui limite le droit de grève, le gouvernement avance sur ses projets de réforme du modèle de négociation salariale. Dans un objectif de renforcement de la compétitivité du pays, il s'apprête à présenter son projet de loi sur les accords locaux d'entreprise (qui vise à faciliter ces accords au détriment de ceux de branche) et a ouvert une consultation le 4 juin sur son projet de loi sur la médiation du travail, qui doit inciter le médiateur à ne pas proposer de hausses de salaires supérieures au niveau général dans ses propositions de règlement des conflits salariaux. Par ailleurs, il a présenté le 6 juin son projet de loi visant à imposer un salaire minimal de 1600 € pour l'obtention d'un permis de séjour de travail.

Norvège

L'inflation norvégienne poursuit sa baisse en mai.

L'Institut Central des Statistiques (SSB) a publié son estimation de l'inflation en mai à 3,0%, contre 3,6% en avril (en glissement annuel). Elle est principalement alimentée par l'accroissement du prix des denrées alimentaires et des articles d'habillement. A l'inverse, le coût du logement (loyer, électricité, gaz) a enregistré une baisse notable.

Baisse des émissions de CO2 en 2023.

Les émissions de CO₂ ont reculé de 4,7% en 2023, pour s'établir à 46,6 Mt. Cette baisse concerne notamment le transport routier, l'industrie et le secteur des hydrocarbures, selon SSB.

Préparation d'un nouveau livre blanc sur l'industrie.

La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a commencé à travailler sur un nouveau livre blanc sur l'industrie qui sera présenté au printemps 2025. L'initiative vise à créer de nouveaux emplois, accroître la valeur de la production industrielle norvégienne et répondre aux enjeux géopolitiques futurs, notamment en renforçant l'industrie norvégienne de la défense.

Livraison de Joint Strike Missiles à l'armée américaine.

Kongsberg Defense & Aerospace a conclu un contrat sur la livraison de *Joint Strike Missiles (JSM)* destinés à équiper les F-35 de l'armée américaine. Ce contrat s'élève à 131 M€.

Accord de coopération avec le Corée du Sud.

La ministre de la pêche, Marianne Sivertsen Næss, a signé le 3 juin un accord de coopération sur les produits de la mer avec la Corée du Sud. Il vise à renforcer la coopération et promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture et du commerce des produits de la mer.

Attribution de trois zones de CCS sur le plateau continental.

Le ministère de l'énergie a ouvert trois zones en mer du Nord devant faire l'objet de prospections pour le stockage du CO₂ (CCS). Les entreprises intéressées par l'obtention de licences pourront déposer leurs dossiers jusqu'au 29 août 2024.

Nouveau site de production d'hydrogène renouvelable de Yara.

Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a inauguré le 10 juin les nouvelles installations de Yara situées à Porsgrunn. Elles permettront à ce producteur d'engrais de réduire de 40 000 tonnes ses émissions de CO₂ par an en produisant de l'hydrogène renouvelable. Il s'agit du plus grand site de ce type en Europe.

Débat sur la création d'un fonds pour l'industrie minière.

L'organisation patronale du secteur minier, *Norsk Bergindustri*, demande à l'exécutif de mettre en place un fonds public d'investissements dans les minéraux en Norvège. Le gouvernement étudie la faisabilité d'un tel fonds.

Le gisement de terres rares de Fens serait le plus grand d'Europe.

Localisé en 2021 au Telemark, le gisement de Fens a fait l'objet d'importantes prospections minières par les entreprises *REE Minerals* et *Rare Earths Norway*. Le 7 juin 2024, cette dernière a indiqué estimer que 8,8 Mt de terres rares (dont 1,5 Mt de néodyme et de praséodyme) étaient enfouies à 1000 mètres sous la surface. L'entreprise, qui a reçu le soutien des partis de droite et de gauche, espère débiter l'extraction de ces minerais d'ici 2030.

Investissements potentiels de l'Etat norvégien dans SAS.

Depuis 2018, l'Etat norvégien n'est plus actionnaire de la compagnie *Scandinavian Airlines System (SAS)*. Il pourrait cependant le redevenir: l'entreprise, qui s'était déclarée en faillite en 2022, a présenté une procédure de sauvegarde proposant le rachat de 2,1% du capital de l'entreprise par l'Etat norvégien. Pour mémoire, le groupe Air France-KLM a acquis 19,9% du capital de SAS en 2023.

Suède

Des investissements dans les infrastructures sont nécessaires pour répondre aux besoins de l'industrie et aux exigences de l'OTAN.

Suite à une demande du gouvernement datant de juin 2023, l'Agence des Transports a annoncé qu'un projet de loi sur les infrastructures serait voté avant la fin de l'année 2024 avec pour priorité les travaux de la ligne de chemin de fer « Ore line ». Longue de 500 km, elle est utilisée principalement pour transporter le minerai de fer issu des mines de la région de Kiruna, en Suède, vers les ports de Narvik, en Norvège (côté océan Atlantique) et de Luleå, en Suède (côté mer Baltique). Cet hiver, la ligne a dû être fermée pour trois mois en raison du déraillement de deux trains. Pour l'entreprise publique minière LKAB, la perte de revenus s'est élevée à près de 10 M€ (100 M SEK) par jour. Aujourd'hui, l'équivalent de 600 trains entièrement chargés de minerais de fer sont stockés dans le nord de la Suède et aucune indication n'a été donnée quant à la date à laquelle les livraisons aux clients pourront être de nouveau effectuées. Les industriels réclament depuis plus de 20 ans que la ligne, actuellement à voie unique, soit dotée d'une voie supplémentaire. En février dernier, plus de 60 entreprises et autres organismes, dont LKAB, Volvo, Scania et la chambre de commerce locale, ont adressé une lettre au gouvernement pour demander la modernisation de la ligne. En outre, l'importance d'investir dans des infrastructures stratégiques de ce type s'est accrue avec l'entrée de la Suède dans l'OTAN le 7 mars dernier, et la demande de Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Organisation, de réaliser davantage d'investissements dans les infrastructures du pays.

Des exportations suédoises fortes en 2022 et 2023.

Les exportations suédoises de biens ont bénéficié de la faiblesse de la couronne ces deux dernières années. Ainsi, la valeur des exportations de biens a augmenté de +5 % en 2023 après un bond de +23% en 2022. Plus récemment cependant, de janvier à mars 2024, les exportations ont chuté de 5 %, en raison notamment de la faiblesse de la croissance européenne et de l'atténuation de l'effet d'une couronne suédoise plus faible. Les exportateurs suédois comptent toutefois tirer parti de la croissance forte en Asie du Sud-Est, par exemple, ainsi qu'en Asie centrale et en Afrique subsaharienne.

Les dépenses alimentaires des ménages ont augmenté de 65 milliards de SEK au cours des deux dernières années

Si l'on constate récemment une amélioration de la situation des ménages grâce à l'impact de la baisse des taux d'intérêt sur les mensualités des emprunts immobiliers, le niveau des prix alimentaires demeure élevé et grève le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce contexte, en début d'année 2024, la chaîne de supermarchés Ica a ainsi promis un investissement d'un milliard de dollars pour réduire les prix des denrées alimentaires à partir du mois de mars. Selon *Matpriskollen*, cela ne s'est pas encore reflété dans les sacs de courses des clients. Au contraire, les prix des denrées alimentaires ont encore augmenté de +0,4% chez Ica dans les douze derniers mois et de +2,4 % dans l'ensemble des enseignes au niveau national. En outre, de nouvelles hausses de prix sont attendues, y compris pour les produits laitiers.

Mise en œuvre dès 2027 du nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE ETS 2 avec pleine indemnisation des entreprises et des particuliers quant à ses effets sur les prix des carburants.

Pour mémoire, le système d'échanges de quotas d'émission 2 de l'UE (SEQE 2 ou ETS 2 – *Emissions Trading System 2* en anglais) doit contribuer à réduire les émissions dans les secteurs du transport routier, de la construction et de l'agriculture dans l'ensemble de l'UE. Le gouvernement suédois avait communiqué d'emblée sur sa volonté d'appliquer le système aussi largement et rapidement que possible par la saisine du Conseil de la législation (relativement à la mise en œuvre du SEQE 2) dès le 25 avril. Le Conseil de législation ayant annoncé qu'il n'avait pas d'objections, le gouvernement a donc présenté un projet de loi pour transposer et mettre en œuvre le nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS 2) dès 2027 dans la législation suédoise. Dans son plan d'action pour le climat, il a en outre annoncé que la Suède inclurait plus de secteurs dans le système que ce qui était prévu dans la directive. Il s'appliquera ainsi, par exemple, aux machines agricoles et forestières, ainsi qu'au transport ferroviaire. Ce nouveau

système devrait provoquer l'augmentation des prix de l'essence (0,15 €/litre) et du diesel (0,18 €). Si le prix du carbone atteint 45€ par quota, le gouvernement s'attend à percevoir des recettes de près de 2,5 Mds€ entre 2027 et 2030. Dans le même temps, le gouvernement a indiqué qu'il avait l'intention de revenir avec des propositions visant à compenser pleinement les consommateurs et les entreprises pour les effets sur les prix du carburant dus à l'introduction de l'ETS 2, via notamment des réductions fiscales, des mesures compensatoires du Fonds social européen et un soutien à l'agriculture. Une commission d'enquête devra rapidement faire des propositions de mesures en ce sens. L'échange de quotas d'émission commencera en 2027 dans ce cadre. Le nombre de nouveaux quotas dans le système diminuera chaque année à un rythme qui permettra aux secteurs concernés de réduire leurs émissions de 42 % d'ici 2030 par rapport à 2005.

Le gouvernement propose des mesures globales pour réduire l'eutrophisation, protéger les zones marines et sauver les stocks de poissons.

Le Premier ministre Ulf Kristersson, la ministre du Climat et de l'Environnement Romina Pourmokhtari et le ministre des Affaires rurales Peter Kullgren ont présenté le projet de loi « *Une mer vivante - Protection accrue, réduction de l'eutrophisation et pêche durable* », qui est maintenant soumis au Riksdag. Dans le projet de loi, le gouvernement propose plusieurs mesures visant à augmenter les stocks de poissons dans la mer Baltique en déplaçant la limite de chalutage, en interdisant le chalutage de fond dans les zones marines protégées et en introduisant également un nouvel objectif intermédiaire pour réduire l'eutrophisation. Le gouvernement souhaite également que la Suède élargisse et renforce la protection des zones marines afin de contribuer à la réalisation de l'objectif international de 30 % des zones marines couvertes d'ici 2030 et ce, conformément à l'engagement de la Suède envers l'ONU et l'UE. « *Le gouvernement a maintenant décidé d'un projet de loi visant à améliorer l'environnement et à sauver les poissons de la mer du Nord vers la mer Baltique. Il s'agit du premier projet de loi dans ce domaine depuis 2009. Les problèmes de la mer Baltique sont connus depuis longtemps et nous faisons maintenant quelque chose pour y remédier* », a déclaré le Premier ministre, Ulf Kristersson. « Ce

que le gouvernement annonce maintenant sera absolument crucial pour la santé et l'avenir des mers suédoises. En préservant une pêche plus durable, à petite échelle et côtière, il sera possible de renforcer les stocks de hareng, de sprat, de brochet et de perche, entre autres, afin que les générations futures puissent également grandir avec ces poissons dans nos eaux », a déclaré la ministre du climat et de l'environnement, Romina Pourmokhtari.

Microsoft investit massivement dans l'IA en Suède.

Depuis le début de l'année 2024, Microsoft a annoncé plusieurs investissements d'ampleur en Allemagne, au Japon, en France et en Suède où l'entreprise investit quelques 33,7 milliards de couronnes suédoises, soit environ 3,2 milliards d'euros, dans l'infrastructures cloud et l'IA. "Il s'agit d'un investissement historique pour Microsoft et le plus important que nous ayons réalisé en Suède. Il reflète l'importance que nous accordons à l'IA en Suède. L'IA va changer toutes les industries où les entreprises suédoises sont des leaders mondiaux", déclare Brad Smith, président de Microsoft. Les sommes ainsi investies serviront à agrandir les centres de données existants à Sandviken, Gävle et Staffanstorp et à les équiper de 20 000 processeurs graphiques avancés. En outre, 250.000 personnes seront formées à l'IA par un cabinet de conseil sur la connaissance créé en collaboration avec des universités, le service public de l'emploi suédois et d'autres organismes partenaires. Microsoft explique avoir choisi la Suède pour son « *leadership* » et sa « *politique énergétique avant-gardiste* ». Son président visitera notamment l'entreprise H2 Green Steel, qui développe de l'acier vert. "Il est essentiel pour Microsoft d'accéder à de l'énergie non-fossile et d'investir dans ce type d'énergie. Nous nous concentrons également sur la fabrication des matériaux utilisés pour construire ces bâtiments ou les ordinateurs qui s'y trouveront", explique-t-il, mentionnant également que la cybersécurité est une priorité pour Microsoft dans une Suède désormais membre de l'OTAN.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1	0,7
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,4	-0,9	0,3	2,7	-1,8
Finlande	3,0	2,1	-1,0	-0,1	0,4	-1,1	-0,7	0,2
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5	0,2
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9	-0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

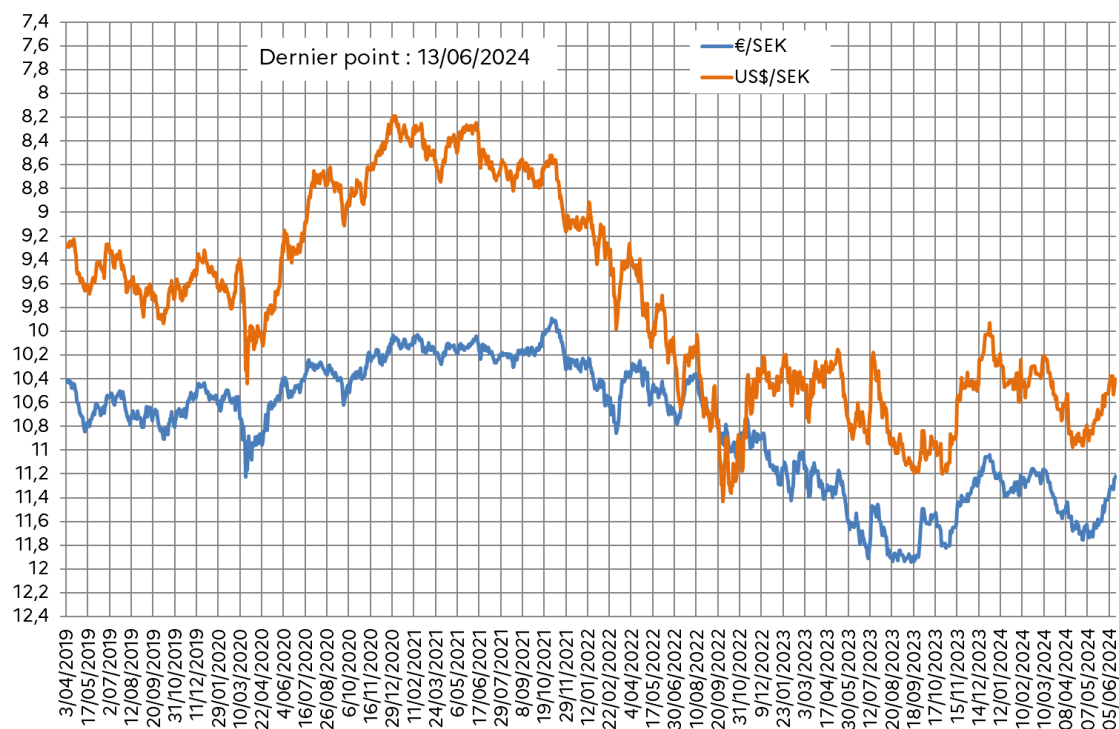
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6	3,1
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5	1
Finlande	2,2	7,1	6,2	7,5	5,1	3,4	1,5	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	6,6	6,5	4,5	3,7	4,4
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9	6,7

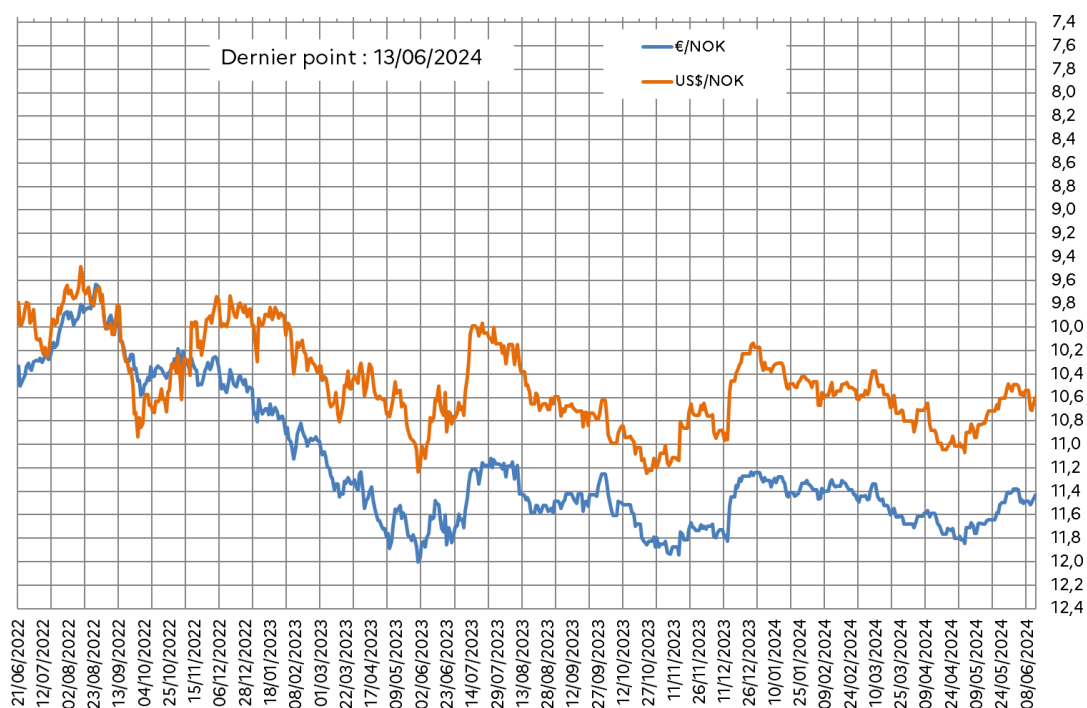
Sources : Regeringskansliet, statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes, N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr